

Comprendre la crise de la dette actuelle

Les Jeunes Ecologistes IdF

Par Jordan
jordan.trombetta@free.fr

Plan:

1. Qu'est-ce qu'une dette?
2. Est-ce bien ou mal d'avoir des dettes?
3. Comment sommes-nous arrivés à cette crise de la dette souveraine ?
4. Que faut-il faire pour la résoudre ?

1. Qu'est-ce qu'une dette?:

- **Définitions :**

Dette = engagement à rembourser une somme d'argent (capital) emprunté, assorti éventuellement du paiement d'intérêts. Une dette a pour contrepartie une créance.

Dette publique = engagements totaux des administrations publiques (Etats, Sécurité Sociale, entreprises publiques, collectivités territoriales, etc.).

Dette souveraine = seuls engagements pris par l'Etat (Bons du Trésor).

Charge de la dette = paiement des intérêts annuels.

Service de la dette = somme totale à rembourser chaque année (remboursement du capital + intérêts)

Dette nette = dette brute – ensemble des créances détenues par les entités publiques

Dette explicite = ce qu'on s'engage explicitement à payer; Dette implicite = engagements non pris en compte dans le calcul (ex: pensions de retraite futurs de fonctionnaires).

Insolvabilité d'un Etat = lorsque l'Etat ne peut pas rembourser chaque année le service de sa dette souveraine.

Insoutenabilité de la dette = si l'évolution prévue de la dette débouche sur une situation d'insolvabilité. Une politique budgétaire peut être insoutenable sans avoir immédiatement des problèmes de solvabilité (cf. Politique budg. de Bush entre 2003 et 2004)

- **Attention, ne pas confondre dette publique et déficit public.**

Solde public = recettes – dépenses de l'Etat. Déficit public = quand les dépenses sont sup. aux recettes.

Solde public primaire = recettes – dépenses (hors charge de la dette).

- **Mesure de la dette = Dette/PIB %**

- **Pacte de Stabilité et de Croissance (1997) Max : déficit public = -3%. dettes publiques = 60% PIB.**

- **Attention rôle de l'inflation** (hausse cumulative et durable du niveau général des prix)

Causes de l'inflation : aug. coûts (nat. Ou imp.) ; aug. Demande ; émission monétaire ; innovations.

"L'inflation, c'est l'euthanasie des rentiers" (Keynes) : l'inflation grignote la valeur de l'argent et des créances. En faisant de l'inflation, la valeur réelle des dettes diminue. Une des explications de l'objectif de stabilité des prix voulu par le Banque Centrale Européenne.

- **Relation déficits publics et dettes publiques** : Si déficits, 2 façons de les résorber : augmenter impôts ou augmenter endettement.

- **Relation croissance, déficits publics et dettes publiques**

Si croissance : augmentation recettes fiscales, donc diminution déficits publics. Possibilité utiliser ce surplus d'argent pour se désendetter (attention : dépend décision politique).

2. Est-ce bien ou mal d'avoir des dettes?

Avoir des dettes, c'est **bien** parce que :

- permet de financer des dépenses. Levier de politique économique. Souvent de LT. Cercle vertueux keynésien : endettement ==> dépenses ==> croissance ==> diminution endettement.
- permet d'avoir des leviers d'action sur les impôts : ne pas tout payer en impôts.
- permet, au final, d'avoir la capacité de développer son économie.

Avoir des dettes, c'est **mauvais** parce que :

- Cela a un coût (les intérêts). Ces intérêts peuvent être fixes ou variables. Dépendent du marché (rôle des agences de notations).
- Mauvais usage. Permet aussi de financer des dépenses qui ne devraient pas l'être. Ex: payer des intérêts d'anciennes dettes avec de nouvelles dettes (risque d'effet boule de neige).
- Pour certains (libéraux), politique économique inefficace : les individus anticipent qu'ils vont devoir rembourser plus tard les dettes et les intérêts donc, au moment même où dettes émises, ils épargnent et consomment moins, donc affaiblissement de la croissance (équivalence Ricardo-Barro).
- Cercle vicieux néo-classique : trop de dettes peut étouffer l'économie : si la plupart des recettes créées servent à payer la charge de la dette, alors ces recettes ne servent plus à financer les autres activités, donc peut étouffer l'éco, donc augmenter le poids de la dette, donc étouffe eco, etc.

3. Comment sommes-nous arrivés à cette crise de la dette ?

1. Causes structurelles

- **Modèle européen sans union fiscale et sociale**: concurrence entre Etats. Donc, concurrence sur les dépenses publiques. La coordination ne peut pas remplacer réellement l'intégration.
- **Paradis fiscaux au sein de l'U.E.** (Luxembourg) : fuites des capitaux, donc non-imposition.
- Augmentation mondiale des inégalités de salaire et de richesse + effets néfastes de la globalisation financière ==> **croissance insoutenable du crédit et à l'accumulation des risques.**

2. Causes conjoncturelles

- **Crise des dettes souveraines** : conséquence crise des « subprimes » et post-subprimes.
- **Plans de relance** : américains (janv. 2008, nov. 2009, sept. 2011) ; europe (nov. 2008) ; France (dec. 2008). Pas de forte efficacité : creusent les déficits et aggravent la dette.
- **Déclencheur** : dysfonctionnement européen : révélation de falsifications comptables (nov. 2009, Papandréou, Premier Ministre Grec, social-démocrate arrivé au pouvoir, annonce un déficit budgétaire de 12,5% du PIB au lieu de 3,7% et dette publique à 113% PIB). Donc, dégradation des notes des agences de notation. Donc, plans d'austérité (réduire dépenses publiques pour lutter contre déficits).
- **Réduction de la croissance économique** car généralisation des :
 - **plans d'austérité** : Grèce (nov. 2009 ; Mai 2010 ; Juillet 2011) ; Espagne (janv. 2010) ; Italie (juillet 2010 ; juin 2011 ; octobre 2011) ; France (aout 2011 ; octobre 2011). Portugal (mars 2010) ; Irlande (novembre 2010).
 - **plans d'ajustement structurels européens en contrepartie de prêts** : mesures éco et sociales visant à rétablir les équilibres macro (commerciaux, budgétaires) en s'attaquant aux racines des déséquilibres : rigidités, protections, déficits publics, etc.). Ex : Islande

(oct. 2008 par FMI) ; Portugal (mars 2010) ; Irlande (nov. 2010); Portugal (mars 2010); Grèce (Mai 2010 ; Juillet 2011 ; UE + FMI)

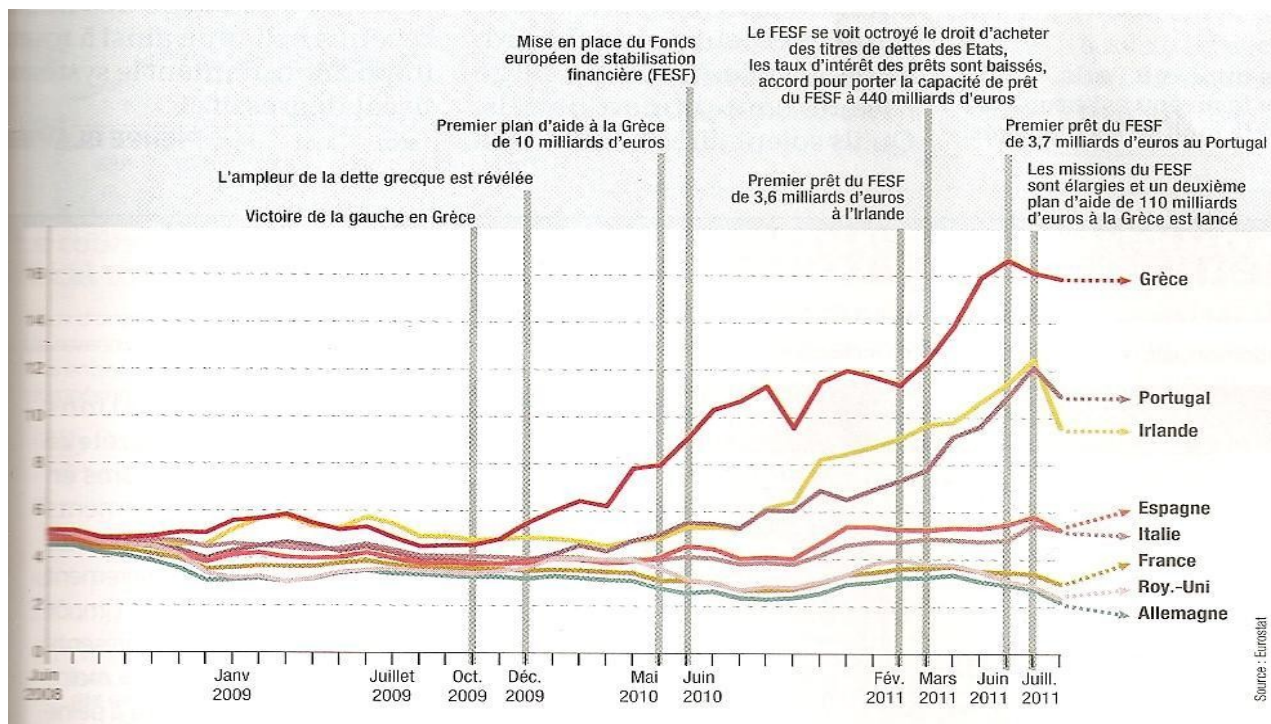
3. **Dans quelle situation est-on ?**

Sources : Alternatives Economiques. Hors série n°90. Oct. 2011

• **Le cercle vicieux entre les crises (bancaire, économique, souveraine) :**

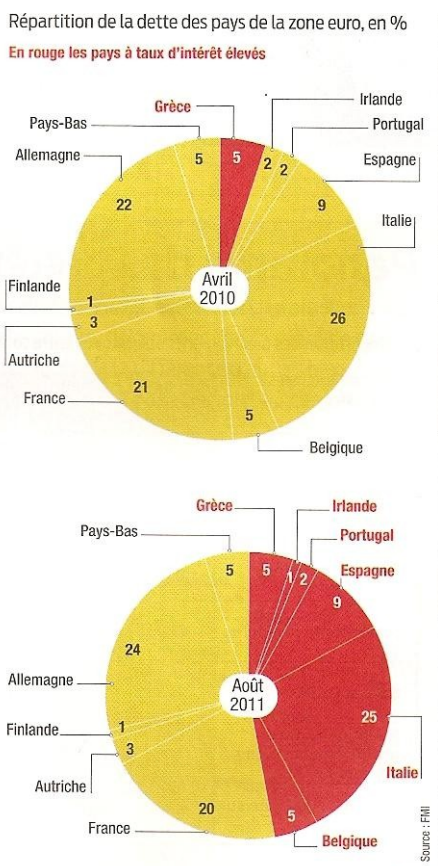


• **Chronologie des taux d'intérêt des emprunts d'Etat à 10 ans :**



Source : Eurostat

• **Quelques chiffres clefs**



• **Poids des dettes dans Zone Euro à reconsidérer**

2010 ; Eurostat	Croissance	Déficit public/PIB	Dettes publiques/PI B
France	1,50%	-7,10%	82,30%
Allemagne	3,70%	-4,30%	83,20%
Italie	1,50%	-4,60%	118,40%
Grèce	-3,50%	-10,60%	144,90%
Zone Euro	1,80%	-6,20%	85,40%
USA	3,00%	-	94,40%
Japon	4,00%	-	220,00%

4. Que faut-il faire pour la résoudre ? Les solutions des écologistes

Source : Déclaration de Paris, EELV, 14 Nov. 2011

1. **Maintenant :**

- **Réduction volontaire de la dette grecque.** Permet d'alléger l'économie grecque. (cf. Plan. Oct. 2011 : -50%). Proposition : -60% minimum.
- **Faire du FESF un outil efficace.** Devenir une banque utilisant les capacités en liquidités de BCE.

- **Recapitaliser les banques européennes** : les solidifier pour qu'elle n'ait pas de problème de liquidités et de problème de solvabilité (cf. Plan. Oct. 2011 : +109MMds€). Proposition : 300MMds€ avec fonds privés et publics avec contrôle et propriété publics temporaires sur banques.
 - **Rééquilibrer l'approche unique d'austérité** : quitter ces politiques pour atteindre des réformes justes et soutenables pour l'économie. Ex: en Grèce, immunité fiscale des milieux militaires et ecclésiastiques.
2. **Pour le long-terme:**
- **Forte re-régulation de l'industrie financière européenne** : imposer des minima ambitieux en capitaux (15%); réduire les « too big to fail » ; séparation banque dépôt et banque d'I; création agence européenne de notation indépendante.
 - **Stratégie fiscale européenne globale** : Taxe sur les Transactions Financières ; revoir impositions des entreprises (taux minimum effectif d'imposition) pour contribution juste du secteur privé ; démantèlement des paradis fiscaux; en France, plus forte progressivité de l'impôt sur le revenu et des impôts sur la richesse.
 - **Etablir un Fond Monétaire Européen** (démocratique) capable d'émettre des euro-bons
 - **Rendre le cadre de surveillance macro-économique plus efficace et plus équilibré:** des indicateurs éco, sociaux et écolo.
 - **Faire du budget de l'UE un instrument de politique économique** : création d'un Trésor Européen fort et utile pour financer des projets d'intérêt général comme des infrastructures pan-Européennes d'énergies renouvelables ou bien le positionnement de l'Europe comme leader dans les solutions sobres en énergie et en ressources.
 - **New Deal Vert pour l'Europe** : Investissements massifs européens dans éducation, énergie renouvelables, transports, etc. ; Mettre les objectifs EU2020 égaux au PSC ; Prix plus efficace du CO₂ ; Obligation de stress-tests sur le carbone aux institutions financières ; BCE et BEI liées; transition énergétique
 - **Europe plus intégrée politiquement et démocratique** : co-décision des grands axes de politique économique ; Convention pour une Nouvelle Europe (sortir du Traité de Lisbonne).